



---

PS CANTON DE FRIBOURG

Résolution

## Pour une politique de la migration basée sur la raison et les droits de l'homme

---

En matière de migration, le Parti socialiste du canton de Fribourg exige de la politique fédérale et cantonale une stratégie qui s'appuie sur les principes des droits humains. Quiconque est dans une situation de détresse et cherche une protection chez nous a le droit d'être aidé – cette valeur élémentaire n'est pas négociable. Des routes de fuite sécurisées doivent être une évidence, de même que l'aide apportée sur place dans les régions de crise. Et l'exportation d'armes doit être stoppée.

### Plan d'action en sept points

- 1. Soutien apporté aux êtres humains qui recherchent protection et aide.** L'assistance aux personnes en détresse doit constituer une valeur fondamentale, de portée universelle. Cette valeur, explicitement fixée dans la Constitution fédérale, n'est pas négociable. Un des pays les plus riches du monde peut et doit donner la priorité à l'assistance en cas de besoin. Protection et aide signifient aussi un traitement digne des personnes accueillies, notamment dans les centres fédéraux d'accueil ainsi que dans le cadre de leur encadrement dans les cantons d'attribution. L'accueil et l'encadrement des réfugié-e-s sont des affaires d'Etat et ne doivent pas être attribués aux entreprises à but lucratif. La dignité humaine des réfugié-e-s n'est pas un marché.
- 2. Procédures conformes au droit.** Des procédures juridiquement correctes qui servent également à clarifier la vulnérabilité personnelle et le droit de séjour sont nécessaires. Même s'il est souhaitable et raisonnable d'accélérer les processus, le respect des principes de droit est indispensable. Et la coopération internationale, en particulier avec l'UE, doit être garantie.
- 3. Sécurisation des routes empruntées par les migrant-e-s.** Les décès qui surviennent pendant la fuite des personnes qui quittent les régions de crise ne sont pas une fatalité. Il faut introduire des procédures partielles sur place et réintroduire la possibilité de déposer une demande d'asile dans les ambassades. Ainsi, des corridors humanitaires pourraient être installés pour le voyage vers l'Europe des personnes fuyant les zones de conflit. Ces corridors permettraient d'empêcher les abus par les passeurs et de réduire les dangers encourus sur les routes migratoires actuelles, tout en préservant la dignité des migrant-e-s. Pour cela, la Suisse doit absolument faciliter l'obtention de visas humanitaires d'entrée en Suisse en vue de déposer une demande d'asile pour toutes les personnes ayant besoin de protection.

- 
- 4. Amélioration des conditions de vie dans les camps de réfugié-e-s.** De nombreux réfugié-e-s arrivent des camps qui se trouvent à proximité des régions de crise. Ils y vivent avec des ressources minimales, dans des conditions hygiéniques insuffisantes et sans encadrement éducatif suffisant. Les informations de *Amnesty International* y relatives sont effrayantes. Il est donc urgent de renforcer l'aide sur place. Cela ne concerne pas seulement la nourriture et les conditions de logement, mais également l'éducation des enfants et des jeunes ainsi que les services de santé. L'effet supplémentaire de cette assistance sera de donner de l'espoir aux personnes concernées et de réduire ainsi l'incitation de partir pour l'Europe.
  - 5. Interdiction de l'exportation des armes et condamnation des interventions étrangères dans les zones de conflit.** Des personnes tentent de rejoindre l'Europe parce qu'elles fuient la famine, la guerre ou la persécution personnelle. Afin de lutter contre ces phénomènes, il faut mettre en place des processus économiques qui permettent de combattre efficacement l'exploitation, la spéculation alimentaire et les droits de sauvegarde, ainsi qu'une stratégie ciblée qui favorise le développement durable dans les régions en crise. Les parlementaires votant la réduction des crédits pour l'aide au développement sont des producteurs de flux de réfugiés. Les interventions étrangères, qu'il s'agisse de l'Allemagne, des États-Unis, de la France ou de la Russie doivent être condamnées, puisqu'elles bafouent les principes d'auto-détermination des peuples et tendent à pérenniser les conflits. Afin de nous montrer cohérents, il faut également interdire l'exportation des armes.
  - 6. Vivre ensemble comme stratégie d'intégration.** Ici, une stratégie d'intégration qui ne soit pas une exigence d'assimilation est nécessaire. Si les dispositions constitutionnelles et légales sont valables pour tout le monde, la communication et la convivialité doivent être rendues possibles. A cette fin, il faut miser dès le début du séjour des migrant-e-s sur les deux piliers essentiels que sont les compétences linguistiques et le travail rémunéré. La pratique actuelle de l'interdiction de travail pendant la procédure d'asile doit être supprimée. Elle doit également cesser de s'appliquer aux requérant-e-s d'asile déboutés, tant que la décision de renvoi n'a pas été exécutée. Ainsi, le recours aux services sociaux peut considérablement diminuer et les réfugié-e-s peuvent rester actifs dans leur vie quotidienne ce qui peut éviter l'isolement et la dépression.
  - 7. Pour une population locale ouverte à l'accueil.** Les causes de la xénophobie résident souvent dans les craintes relatives à l'emploi, aux salaires, au logement ou aux rentes. Avec l'instauration de salaires minimaux, le développement de l'infrastructure, le renforcement de l'éducation et de la formation, une politique de logements abordables, une politique intelligente des rentes, ces craintes peuvent être réduites et les pires conséquences de l'économie capitaliste et de l'organisation néolibérale de la société peuvent être atténuées. Les socialistes luttent pour la qualité de vie pour toutes et tous – sans privilège.